

MESSAGE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL



Pour moi, l'événement marquant de 2013 est sans aucun doute l'accord de principe intervenu entre le Canada et l'Union européenne (UE) : l'Accord économique et commercial global (AECG). Cet accord, annoncé à la mi-octobre 2013, aura des impacts majeurs sur le paysage de la mise en marché du lait au Canada au cours de la prochaine décennie. Ces impacts ne concerneront pas uniquement les quantités de fromages additionnelles qui envahiront notre marché. Ce qui me préoccupe davantage, c'est l'ajout de pression que ces importations supplémentaires créeront sur notre modèle unique de mise en marché collective. Bien que la période d'implantation ne soit pas encore convenue, les scénarios les plus probables montrent que les importations additionnelles seront supérieures à la croissance du marché au cours de cette période. Ce contexte mettra à rude épreuve la capacité concurrentielle de la grande majorité des fromagers au Canada pour qui les fromages fins sont la seule ou l'une de leurs principales activités.

Les consommateurs bénéficieront probablement peu des effets sur le prix au détail. Toutefois, ce nouvel environnement du prix de gros des fromages ne manquera pas d'ajouter de la pression sur nos propres prix du lait à la ferme et notre capacité d'obtenir une juste rémunération pour notre travail et nos investissements. Par ailleurs, nos partenaires commerciaux actuellement en négociation avec le Canada et ceux à venir voient certainement d'un bon œil la concession que le Canada a accordée pour obtenir une entente avec l'UE. Ils n'en espèrent pas moins. Malgré les engagements politiques de soutien à la gestion de l'offre, qui se sont multipliés depuis l'annonce d'octobre, nous avons toutes les raisons de demeurer inquiets. Cette concession à l'UE a brisé notre lien de confiance avec le gouvernement fédéral. Ce lien est à rebâtir. Pour y arriver, des gestes concrets devront suivre les paroles. Des discussions sérieuses sont engagées avec les deux paliers de gouvernement pour mettre en place une série de mesures compensatoires. Les progrès que nous pourrions accomplir dans les prochains mois seront donc déterminants pour restaurer la confiance et l'efficacité de la politique agricole canadienne basée sur la gestion de l'offre.

Sur la scène provinciale, la production a légèrement reculé en 2013, soit d'environ 0,9 % en volume et 0,6 % en solides totaux. La production est maintenant plus en phase avec le marché, les deux dernières années ayant été marquées par une plus forte utilisation des tolérances accumulées et le besoin de rebâtir les stocks de beurre. Malgré ce léger recul, la valeur totale des ventes a progressé de 0,9 %, permettant au prix intraquota d'augmenter de 2,12 %. Cette amélioration du prix est supérieure aux hausses entrées

en vigueur pour le lait de consommation (0,9 % en février 2013) et de transformation (0,9 % en avril 2013). Les gains additionnels s'expliquent principalement par de meilleurs prix dans les classes spéciales, qui sont grandement influencés par le niveau des prix mondiaux. Ces derniers ont été plus élevés que la moyenne, surtout à partir de l'automne 2013.

Malgré cette embellie, la problématique des surplus structurels croissants à l'échelle canadienne continue de diluer les revenus à la ferme. À la réunion du conseil d'administration des Producteurs laitiers du Canada d'octobre 2013, les dix provinces ont été unanimes pour réclamer à la Commission canadienne du lait des changements aux programmes de rachat de poudre de lait écrémé. L'objectif est d'amener les transformateurs à négocier un accord global pour attaquer l'enjeu des surplus structurels et leurs impacts négatifs sur le revenu des producteurs.

Je m'en voudrais aussi de ne pas souligner, encore cette année, l'amélioration des résultats de qualité du lait. Le niveau moyen de cellules somatiques (CS) dans le lait est passé de 236 578 CS à 220 060 CS par millilitre. Le niveau moyen de bactéries totales (BT), pour sa part, est passé de 38 727 BT à 25 378 BT par millilitre. Au 31 décembre, on dénombrait 91 % des producteurs et 95 % du lait conformes aux exigences du programme Lait canadien de qualité (LCQ). Ce projet ambitieux a connu sa part de difficultés et de critiques, mais il reçoit aujourd'hui un large soutien. La mise en marché collective ne nous exempte pas de nos responsabilités d'être attentifs aux besoins en constante évolution de nos acheteurs et des consommateurs. Au contraire, nous devons démontrer que la mise en marché collective est un outil puissant et efficace pour répondre à ces besoins et continuer ainsi d'avoir le soutien de la population et de la classe politique.

L'initiative proAction annoncée au cours de la dernière année va aussi dans ce sens. Malgré l'ampleur de la tâche, c'est un défi que nous devons relever tous ensemble pour conserver et développer nos parts de marché dans un contexte où la compétition est de plus en plus forte avec les autres denrées.

En terminant, je tiens à rappeler à tous nos membres que le calendrier de conversion de la structure légale de notre organisation a continué de progresser au cours de la dernière année. Ces changements nous mèneront au printemps 2014 à une structure simplifiée comptant 14 conseils régionaux au sein d'un seul syndicat provincial. Par ailleurs, la migration des territoires actuels de la Fédération vers ceux adoptés par le congrès de l'Union des producteurs agricoles de 2010 devrait se compléter au cours de l'année 2015.

En parcourant ce rapport annuel, vous constaterez la somme importante de travail accompli par votre organisation. Tous ces accomplissements sont possibles grâce à l'engagement et au dévouement d'une équipe expérimentée d'employés, tant à Longueuil qu'en région. Je tiens à les remercier en votre nom.

Alain Bourbeau, directeur général

MESSAGE FROM THE GENERAL MANAGER

From my point of view, the event that marked 2013 was undoubtedly the agreement in principle signed between Canada and European Union (EU): the Comprehensive and Economic Trade Agreement (CETA). This agreement, which was announced in mid-October 2013, will have major impacts on Canada's milk marketing landscape in the next decade. These impacts will not only involve the quantities of additional cheese that will invade our market. I am more concerned about the added pressure that these additional imports will exert on our unique collective marketing system. Although the implementation period has not yet been agreed upon, the most likely scenarios show that the additional imports will be higher than the market growth during that period. This context will severely test the competitive ability of most cheese makers in Canada, for whom fine cheese is either their only activity or one of their main activities.

Consumers will probably benefit little from the effects on the retail price. However, this new wholesale price environment for cheese will certainly put more pressure on our own farm-gate milk prices and our ability to earn a fair income from our work and investments. Furthermore, when it comes to negotiations, Canada's current and future trading partners will look fondly upon the concession it made to get an agreement with the EU. They will hope for nothing less. Despite increasing political commitments in support of supply management since the announcement in October, we have every reason to be concerned. This concession to the EU has broken our bond of trust with the federal government. This bond will have to be rebuilt. To do so, the federal government will have to walk the walk, not just talk the talk. Serious discussions on setting up a series of compensatory measures are already in progress with both levels of government. This means that any progress we can make in the coming months will be decisive in restoring our confidence and the efficiency of Canada's agricultural policy, which is based on supply management.

At the provincial level, production waned slightly in 2013, down by approximately 0.9% in volume and 0.6% in total solids. Production is now more in step with the market since the last two years were marked by greater use of accumulated tolerances and the necessity of rebuilding butter stocks. Despite this slight decline, the total value of sales improved by 0.9%, which allowed the within-quota price to rise by 2.12%. This price improvement is higher than the increases that took effect for fluid milk (0.9% in February 2013) and industrial milk (0.9% in April 2013). The additional gains can be explained mainly by better prices in the special classes, which were greatly affected by global price levels. On that note, global prices have been above average, especially since the fall of 2013.

Despite this reprieve, the problem of growing structural surpluses across Canada continues to dilute farm income. At the board of directors meeting of Dairy Farmers of Canada in October 2013, the ten provinces unanimously voted to demand that the Canadian Dairy Commission make changes to the skim milk powder buy-back programs. The objective is to get processors to negotiate a comprehensive agreement that addresses the issue of structural surpluses and their negative impacts on producers' incomes.



ALAIN BOURBEAU
Directeur général
General Manager

I cannot continue without mentioning the improvement in milk quality results again this year. The average level of somatic cells (SC) in milk went from 236,578 SC to 220,060 SC per millilitre. The average level of total bacteria (TB) went from 38,727 TB to 25,378 TB per millilitre. As at December 31, 91% of producers and 95% of milk complied with the requirements of the Canadian Quality Milk (CQM) program. This ambitious project has had its fair share of problems and criticism, but it is now widely supported. Collective marketing does not exempt us from our responsibility to be attentive to the constantly changing needs of our buyers and consumers. On the contrary, we must show that collective marketing is a powerful and effective tool that can be used to meet these needs and continue to gain public and political support for it.

The proAction initiative announced last year also runs along these lines. Despite the scale of the task, we must meet this challenge together if we want to maintain and develop our market shares in a context of increasing competition with other commodities.

In closing, I would like to remind all our members that the conversion of our organization's legal structure is moving forward according to schedule. These changes will lead to a simplified structure in the spring of 2014, where 14 regional councils will exist within one single provincial syndicate. In addition, the Federation's current territories should complete their migration toward those adopted at the 2010 congress of the Union des producteurs agricoles at some point in 2015.

Reading this report will allow you to understand just how much work your organization has accomplished. All these accomplishments are made possible by a committed, dedicated and experienced team of staff in Longueuil and across the province. I thank them on your behalf.

Alain Bourbeau, General Manager